

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

—
Nota

- (1) Zitting 2013-2014.
Stukken van het Waals Parlement 1044 (2013-2014). Nrs. 1 tot 3.
Volledig verslag, plenaire zitting van 25 april 2014.
Bespreking.
Stemming.
-

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203204]

11 AVRIL 2014. — Décret en matière de droits d'enregistrement, d'hypothèque, de greffe et de procédure fiscale wallonne et modifiant le décret du 19 septembre 2013 portant des dispositions fiscales diverses. — Erratum

Le titre du décret susmentionné, publié dans le *Moniteur belge* du 9 mai 2014, à la page 38124, doit être modifié et libellé comme suit :

« Décret modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque, de greffe, le Code des droits de succession, la procédure fiscale wallonne et le décret du 19 septembre 2013 portant des dispositions fiscales diverses ».

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/203204]

11. APRIL 2014 — Dekret im Bereich der Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebühren und des wallonischen steuerlichen Verfahrens und zur Abänderung des Dekrets vom 19. September 2013 zur Festlegung von verschiedenen steuerrechtlichen Bestimmungen — Erratum

Der Titel des oben genannten, im *Belgischen Staatsblatt* vom 9. Mai 2014 auf Seite 38124 veröffentlichten Dekrets, muss abgeändert werden und wie folgt lauten:

“Dekret zur Abänderung des Registriengs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, des Erbschaftstaugesetzbuches, des wallonischen steuerlichen Verfahrens und des Dekrets vom 19. September 2013 zur Festlegung von verschiedenen steuerrechtlichen Bestimmungen”.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDS DIENST

[2014/203204]

11 APRIL 2014. — Decreet betreffende de registratie-, hypotheek- en griffierechten en de Waalse belastingsprocedure en tot wijziging van het decreet van 19 september 2013 houdende verscheidene fiscale bepalingen. — Erratum

In bovenvermeld decreet, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 9 mei 2014, op blz. 38124 en volgende dient de titel als volgt gewijzigd te worden en luidt :

“Decreet tot wijziging van het Wetboek van de registratie-, hypotheek- en griffierechten, het Wetboek van de successierechten en de Waalse belastingsprocedure en tot wijziging van het decreet van 19 september 2013 houdende verscheidene fiscale bepalingen”.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203205]

3 AVRIL 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiées par la loi spéciale du 16 juillet 1993, l'article 20;

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, modifié par le décret du 17 juillet 2008, les articles 34, 34bis et 43, § 2, alinéa 2, 15°;

Vu l'arrêté du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité;

Vu l'avis CD-12e07-CWaPE-380 de la CWaPE du 9 mai 2012;

Vu l'avis N° 5-2012 du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne du 2 mai 2012;

Vu l'avis A.1069 du Conseil économique et social de Wallonie du 10 mai 2012;

Vu l'avis CWEDD/12/AV.524 du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable du 8 mai 2012;

Vu l'avis 55.204/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 février 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre qui a l'Energie dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE I^{er}. — Dispositions modificatives de l'arrêté du 30 mars 2006
relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité**

Article 1^{er}. A l'article 7, § 1^{er}, 9^o, de l'arrêté du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, la première phrase est complétée par les mots « sur la base du prix moyen des certificats verts des quatre trimestres précédents tel que publiés par la CWaPE, multiplié par la quantité d'électricité fournie ».

Art. 2. Dans le chapitre II du même arrêté, il est inséré une section 3, rédigée comme suit, comprenant un article 14bis :

« *Section 3. — En matière de fourniture industrielle de plus de 20 GWh par an et d'autoproduction d'électricité verte*

Art. 14bis. § 1^{er}. Les fournisseurs acceptent de recevoir une quantité de certificats verts correspondant à une partie ou à la totalité du quota applicable à la quantité d'électricité fournie de tout client final dont la consommation annuelle excède 20 GWh d'énergie électrique par an et par contrat de fourniture, et qui a manifesté le choix de remettre des certificats directement à son fournisseur.

Les fournisseurs acceptent de recevoir une quantité de certificats verts correspondant à une partie ou à la totalité du quota applicable à la quantité d'électricité fournie de tout client final ayant signé, directement ou par le biais d'une fédération, une convention avec la Région wallonne visant à améliorer son efficience énergétique à court, moyen et long terme, produisant de l'électricité verte pour ses propres besoins, et qui a manifesté le choix de remettre des certificats directement à son fournisseur.

Le choix visé aux alinéas 1^{er} et 2 s'effectue aux conditions suivantes :

1^o le cas échéant, le client précise à la conclusion du contrat de fourniture la quantité de certificats verts correspondant à une partie ou à la totalité de la quantité d'électricité fournie qu'il souhaite remettre lui-même directement au fournisseur;

2^o le client peut également en cours d'exécution du contrat notifier au fournisseur, par courrier recommandé avec accusé de réception, la quantité de certificats verts correspondant à une partie ou à la totalité de la quantité d'électricité fournie qu'il souhaite lui remettre lui-même directement;

3^o le client remet lui-même directement au fournisseur la quantité de certificats verts correspondant à la quantité d'électricité fournie pendant au moins huit trimestres consécutifs, selon les modalités prévues dans le contrat de fourniture, et sans préjudice des obligations de service public imposées au fournisseur;

4^o le fournisseur acquiert et facture au client uniquement la quantité de certificats verts non remise directement à celui-ci par le client.

Dans le cas visé à l'alinéa 3, 2^o, la remise des certificats verts directement par le client au fournisseur intervient au plus tôt après écoulement d'un délai de quatre trimestres complets prenant cours à compter du premier janvier, avril, juillet ou octobre qui suit la notification.

§ 2. Les fournisseurs adaptent, conformément au paragraphe 1^{er}, les contrats de fourniture concernés et en cours d'exécution à la date d'entrée en vigueur du présent article. ».

Art. 3. A l'article 24ter du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 janvier 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, les mots « Moyennant arrêté du Ministre pris après avis de la CWaPE, le » sont remplacés par le mot « Le »;

2^o les paragraphes 2 et 3 sont abrogés.

Art. 4. Les articles 24quater, 24septies et 24octies du même arrêté, insérés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 janvier 2009, sont abrogés.

Art. 5. L'article 24sexies du même arrêté, inséré par l'arrêté du 20 décembre 2007, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation aux alinéas 1^{er} et 2, le producteur vert dont l'ouverture du droit à l'obtention des certificats verts est postérieure au 30 juin 2014, bénéficie, sur simple demande, de la garantie d'achat pour les certificats verts qu'il détient. ».

CHAPITRE II. — Dispositions d'entrée en vigueur et finales

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2014.

Art. 7. Le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/203205]

3. APRIL 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993, Artikel 20;

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, Artikel 34, 34bis und 43, § 2, Abs. 2, 15°;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt;

Aufgrund des Gutachtens der CWaPE Nr. CD-12e07-CWaPE-380 vom 9. Mai 2012;

Aufgrund des am 2. Mai 2012 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 10. Mai 2012 abgegebenen Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region Nr. A.1069;

Aufgrund des am 8. Mai 2012 abgegebenen Gutachtens des Wallonischen Umweltrates für eine nachhaltige Entwicklung CWEDD/12/AV.524;

Aufgrund des am 26. Februar 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2°, der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 55.204/4;

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Bestimmungen zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt

Artikel 1 - In Artikel 7, § 1, 9° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, wird der erste Satz durch folgenden Text ergänzt: ", auf der Grundlage des durchschnittlichen Preises der grünen Bescheinigungen während der vier vorherigen Quartale, so wie von der CWaPE veröffentlicht, multipliziert mit der gelieferten Strommenge".

Art. 2 - In Kapitel II desselben Erlasses wird ein Abschnitt 3, der einen Artikel 14bis enthält, mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Abschnitt 3 — In Sachen industrielle Stromversorgung über 20 GWh pro Jahr und Eigenerzeugung von Grünstrom

Art. 14bis - § 1. Die Stromversorger akzeptieren es, eine Menge von grünen Bescheinigungen, die einem Teil oder der Gesamtheit der Quote entspricht, die auf die gelieferte Strommenge anwendbar ist, von jedem Endverbraucher zu empfangen, dessen jährlicher Verbrauch mehr als 20 GWh elektrische Energie pro Jahr und Liefervertrag beträgt, und der sich dafür entschieden hat, Bescheinigungen direkt seinem Stromversorger abzugeben.

Die Stromversorger akzeptieren es, eine Menge von grünen Bescheinigungen, die einem Teil oder der Gesamtheit der Quote entspricht, die auf die gelieferte Strommenge anwendbar ist, von jedem Endverbraucher zu empfangen, der Grünstrom für seine eigenen Bedürfnisse produziert, der unmittelbar oder durch die Vermittlung eines Verbands eine Vereinbarung mit der Wallonischen Region unterzeichnet hat, die darauf abzielt, seine Energieeffizienz kurz-, mittel- und langfristig zu verbessern, und der sich dafür entschieden hat, Bescheinigungen direkt seinem Stromversorger abzugeben.

Die in den Absätzen 1 und 2 genannte Entscheidung erfolgt unter folgenden Bedingungen:

1° gegebenenfalls bestimmt der Kunde bei dem Abschluss des Liefervertrags die Menge von grünen Bescheinigungen, die einem Teil oder der Gesamtheit der gelieferten Strommenge entspricht, die er selbst direkt seinem Stromversorger abgeben möchte;

2° der Kunde kann ebenfalls im Laufe der Vertragsdurchführung dem Stromversorger per Einschreiben mit Rückschein mitteilen, welche Menge von grünen Bescheinigungen, die einem Teil oder der Gesamtheit der gelieferten Strommenge entspricht, er ihm selbst direkt abgeben möchte;

3° der Kunde gibt dem Stromversorger selbst direkt die Menge von grünen Bescheinigungen ab, die einem Teil oder der Gesamtheit der während acht aufeinanderfolgenden Quartalen gelieferten Strommenge entspricht, nach im Liefervertrag vorgesehenen Modalitäten, und unbeschadet der dem Stromversorger auferlegten Verpflichtungen öffentlichen Dienstes;

4° der Stromversorger erhält und verrechnet dem Kunden nur die Menge der grünen Bescheinigungen, die ihm nicht direkt vom Kunden abgegeben wurden.

In dem in Absatz 3, 2° genannten Fall findet die direkte Abgabe der grünen Bescheinigungen durch den Kunden an den Stromversorger frühestens nach dem Ablauf einer Frist von vier vollständigen Quartalen statt, die ab dem 1. Januar, dem 1. April, dem 1. Juli oder dem 1. Oktober nach der Mitteilung gerechnet wird.

§ 2. Die Stromversorger passen die betroffenen Lieferverträge, die am Tage des Inkrafttretens vorliegenden Artikels laufen, in Übereinstimmung mit § 1 an."

Art. 3 - In Artikel 24ter desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007, und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Januar 2009, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird die Wortfolge "Vorbehaltlich eines nach Begutachtung durch die CWaPE gefassten Erlasses des Ministers kann der Grünstromerzeuger" durch "Der Grünstromerzeuger kann" ersetzt.

2° die Paragraphen 2 und 3 werden aufgehoben.

Art. 4 - Die Artikel 24quater, 24septies und 24octies desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007, und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Januar 2009, werden aufgehoben.

Art. 5 - Artikel 24sexies desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass vom 20. Dezember 2007, wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"In Abweichung von Abs. 1 und 2 erhält der Grünstromerzeuger, der das Recht auf das Empfangen der grünen Bescheinigungen nach dem 30. Juni 2014 bekommen hat, auf einfachen Antrag die Kaufgarantie für die grünen Bescheinigungen, über die er verfügt.".

KAPITEL II — Bestimmungen für das Inkrafttreten und Schlussbestimmungen

Art. 6 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Juli 2014 in Kraft.

Art. 7 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Energiewesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. April 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDS DIENST

[2014/203205]

3 APRIL 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993, artikel 20;

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, artikelen 34, 34bis en 43, § 2, tweede lid, 15°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt;

Gelet op het advies CD-12e07-CWaPE-380 van de « CWaPE » van 9 mei 2012;

Gelet op het advies Nr. 5-2012 van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad voor Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest) van 2 mei 2012;

Gelet op het advies A.1069 van de « Conseil économique et social de Wallonie » (Sociaal-economische raad van Wallonië) van 10 mei 2012;

Gelet op het advies CWEDD/12/AV.524 van de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" (Waalse milieuraad voor duurzame ontwikkeling) van 8 mei 2012;

Gelet op het advies nr. 55.204/4 van de Raad van State, gegeven op 26 februari 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister die voor het energiebeleid bevoegd is;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Bepalingen houdende wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt

Artikel 1. In artikel 7, § 1, 9°, van het besluit van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008, wordt de eerste zin aangevuld met de woorden « op basis van de gemiddelde prijs van de groene certificaten van de vorige vier kwartalen zoals bekendgemaakt door de "CWAPE", vermenigvuldigd met de geleverde hoeveelheid elektriciteit ».

Art. 2. Hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een afdeling 3 die een artikel 14bis inhoudt, luidend als volgt :

« Afdeling 3 — Industriële levering van meer dan 20 GWu per jaar en autoproduktie van groene elektriciteit

Art. 14bis. § 1. De leveranciers stemmen erin toe om een hoeveelheid groene certificaten te ontvangen die overeenstemt met een deel of het geheel van het quotum dat toepasselijk is op de geleverde hoeveelheid elektriciteit van elke eindafnemer wiens verbruik hoger is dan GWu elektrische energie per jaar en per leveringsovereenkomst, en die te kennen gegeven heeft dat hij ervoor kiest om de certificaten rechtstreeks aan zijn leverancier af te geven.

De leveranciers stemmen erin toe om een hoeveelheid groene certificaten te ontvangen die overeenstemt met een deel of het geheel van het quotum dat toepasselijk is op de geleverde hoeveelheid elektriciteit van elke eindafnemer die rechtstreeks of via een federatie met het Waalse Gewest een overeenkomst heeft gesloten ter verbetering van zijn energie-efficiëntie, op korte, middellange en lange termijn, die groene elektriciteit voor zijn eigen behoeften produceert en die te kennen gegeven heeft dat hij ervoor kiest om de certificaten rechtstreeks aan zijn leverancier af te geven.

De keuze bedoeld in het eerste en het tweede lid wordt gemaakt onder de volgende voorwaarden :

1° desgevallend vermeldt de afnemer bij het sluiten van de leveringsovereenkomst de hoeveelheid groene certificaten die overeenstemt met een deel of het geheel van de geleverde hoeveelheid elektriciteit die hij wenst zelf rechtstreeks aan de leverancier af te geven;

2° de afnemer kan tijdens de uitvoering van de leveringsovereenkomst de leverancier ook bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst kennis geven van de hoeveelheid groene certificaten die overeenstemt met een deel of het geheel van de geleverde hoeveelheid elektriciteit die hij wenst zelf rechtstreeks aan hem af te geven;

3° de afnemer geeft de hoeveelheid groene certificaten die overeenstemt met de hoeveelheid elektriciteit die gedurende minstens acht opeenvolgende kwartalen is geleverd zelf rechtstreeks aan de leverancier af volgens de modaliteiten waarin de leveringsovereenkomst voorziet en onverminderd de openbare dienstverplichtingen opgelegd aan de leverancier;

4° de leverancier koopt en factureert aan de afnemer alleen de hoeveelheid groene certificaten die niet rechtstreeks door de afnemer aan hem wordt aangegeven.

In het geval bedoeld in het derde lid, 2°, worden de groene certificaten door de afnemer aan de leverancier aangegeven ten vroegste na afloop van een termijn van vier volle kwartalen die ingaat op 1 januari, april, juli of oktober die volgt op de kennisgeving.

§ 2. Overeenkomstig paragraaf 1 passen de leveranciers de betrokken leveringsovereenkomsten aan die in uitvoering zijn op de datum van inwerkingtreding van dit artikel. ».

Art. 3. In artikel 24ter van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 januari 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden « Krachtens besluit van de Minister genomen na advies van de CWaPE, kan de producent van groene elektriciteit » vervangen door de woorden « De producent van groene elektriciteit kan »;

2° de paragrafen 2 en 3 worden opgeheven.

Art. 4. De artikelen 24quater, 24septies en 24octies van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 januari 2009, worden opgeheven.

Art. 5. Artikel 24sexies van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, wordt aangevuld met volgend lid :

« In afwijking van het eerste en het tweede lid geniet de groene producent wiens recht op het verkrijgen van groene certificaten na 30 juni 2014 geopend wordt, op gewoon verzoek de aankoopgarantie voor de groene certificaten die hij in bezit heeft. ».

HOOFDSTUK II. — *Inwerkingtredings- en slotbepaling*

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2014.

Art. 7. De Minister bevoegd voor het Energiebeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 april 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203206]

3 AVRIL 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération et l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 février 2014 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 34, 4°, b), remplacé par le décret du 17 juillet 2008, l'article 38, § 1^{er}, remplacé par le décret du 4 octobre 2007, l'article 38, § 6bis, inséré par le décret du 27 mars 2014 et l'article 39, § 1^{er}, remplacé par le décret du 4 octobre 2007;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 juillet 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} mars 2012;

Vu l'avis CD-12e07-CWaPE-380 de la CWaPE du 9 mai 2012;

Vu l'avis N° 5-2012 du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne du 2 mai 2012;

Vu l'avis A.1069 du Conseil économique et social de Wallonie du 7 mai 2012;

Vu l'avis CWEDD/12/AV.524 du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable du 8 mai 2012;

Vu l'avis 55.203/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 février 2014 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre qui a l'Energie dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération*

Article 1^{er}. A l'article 2 de l'arrêté du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 janvier 2009, un 11^{obis} rédigé comme suit est inséré :

« 11^{obis} « Administration » : le département de l'Energie et du Bâtiment durable de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie; ».

Art. 2. A l'article 10 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° la première phrase de l'alinéa 1^{er} est complétée par ce qui suit :

« et après dépôt d'un dossier technico-financier communiqué à l'Administration conformément à l'article 15, § 1^{er} bis, reprenant les éléments suivants :